



ACCORDS UE-MERCOSUR:  
Une nouvelle donne pour le  
Brésil

SOMMET FRANCOPHONE GGI  
PARIS  
JUILLET 2019



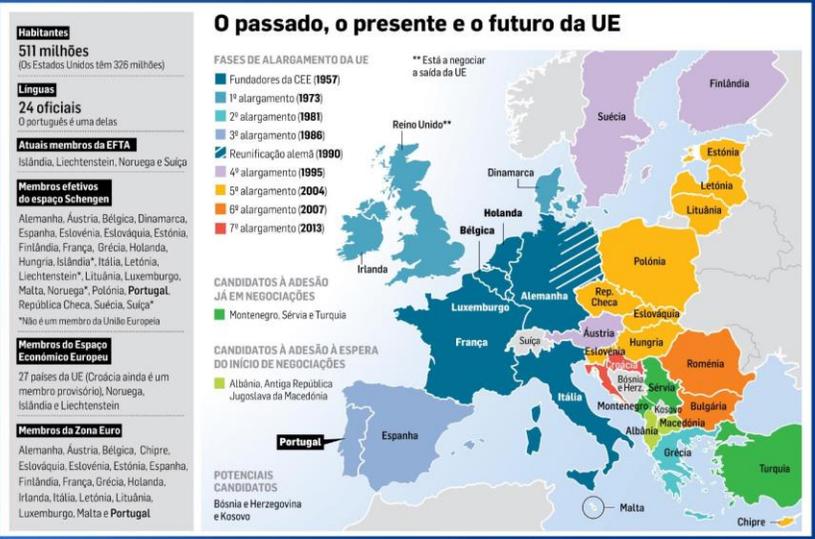


Foto | ASCOM  
Publicado no Jornal Grande Bahia

- Após 20 anos de negociações, L'Union Européenne et le Mercosul on signé, en juin 2019, un accord commercial de grande ampleur.
- Il concerne 770 millions de consommateurs et représentera 25% du Pib planétaire.

	Pays	Population	PIB M €	
	<a href="#">Argentina</a> [+]	44.494.502	442.598	21%
	<a href="#">Bolivia</a> [+]	11.353.142	34.113	2%
	<a href="#">Brasil</a> [+]	209.469.333	1.584.315	74%
	<a href="#">Paraguay</a> [+]	6.956.071	34.583	2%
	<a href="#">Uruguay</a> [+]	3.449.299	50.463	2%
	<b>TOTAL MERCOSUL</b>	<b>275.722.347</b>	<b>2.146.072</b>	<b>100%</b>
	<b>FRANCE</b>		<b>2.282.200</b>	

Le Brésil représente les  $\frac{3}{4}$  de l'économie du Mercosul, aussi bien en PIB qu'en population.

## QUE SAIT-ON SUR L'ACCORD?

- Au terme d'une période de transition de 10 à 15 ans, l'accord doit permettre d'éliminer complètement les droits de douane sur 90% des produits industriels (textile, automobile, chimie, pharmacie) et agroalimentaire (biscuits, chocolat, vin et autres alcools, produits laitiers). Il couvre aussi les services (telecom, transports, services financiers), les marchés publics et la propriété intellectuelle.
- En contrepartie, L'UE va devoir ouvrir son marché à la viande/volaille des pays du Mercosur, ainsi qu'à l'éthanol et le sucre. Les producteurs européens protestent déjà fortement contre ces discussions.
- Le texte devra être approuvé par tous les Etats membres et par les parlements des pays du Mercosul. Mise en place effective pas avant 3-5 ans.

## QUELS EFFETS IMMÉDIATS ?

- Malgré les incertitudes relatives à la confirmation de l'accord par les parlements, **les effets sur l'économie brésilienne pourraient commencer à se faire sentir rapidement**. L'économie est composée à la fois de fondamentaux [conditions actuelles] et de la formation d'attentes [évaluations concernant le futur]. Changement de perception du monde à l'égard du Mercosul
- Faciliter la conclusion d'autres accords en cours de négociation: EUA, Canada, Corée du Sud, Suisse.
- Intégration dans les chaînes de valeur mondiales. L'industrie automobile brésilienne, exporte seulement 15% de sa production alors que le Mexique en exporte 60%.
- La perspective de ratification de cet accord, alliée au processus d'adhésion du Brésil à l'OCDE, et les multiples réformes en cours (retraites, fiscale, débureaucratisation) laissent supposer un **fort intérêt du milieu d'affaires** français et européen pour des débouchés potentiels dans le Mercosul. Le Brésil est engagé dans un **processus d'ouverture** sans précédent depuis la fin de la dictature militaire.



République fédérale, composée de 26 Etats et d'un district fédéral

Superficie : **8 511 965 km<sup>2</sup> (quinze fois la France), 5ème rang mondial**

Capitale : Brasilia

Villes principales : São Paulo, Rio de Janeiro, Belo Horizonte, Porto Alegre, Salvador de Bahia, Fortaleza, Curitiba, Recife, Belém, Goiânia

Langue officielle : Portugais

Monnaie : Real

Population : **207,8 millions (est. IBGE), 6ème rang mondial**

Densité : 25 hab./km<sup>2</sup>

Réserves internationales : 365 Mds USD

Malgré ses difficultés, le Brésil reste un grand émergent. **Première économie de l'Amérique latine et 9e PIB mondial:**

- des ressources naturelles abondantes (pétrole, gaz, minerais, potentiel hydro-électrique),
- industrie dynamique et diversifiée (industrie agro-alimentaire, biocarburants, aéronautique, automobile)
- économie de services moderne.
- capacité de production électrique basée sur les énergies renouvelables (près de 80% du mix énergétique actuel).

## LES RELATIONS FRANCE - BRÉSIL

Le Brésil est un partenaire incontournable de la France en Amérique latine.

La France et le Brésil entretiennent des relations économiques **particulièrement anciennes** et denses. La France demeure en 2015 le **5e investisseur** en stock au Brésil avec environ 37 Mds USD. En 2016, alors que le Brésil reste une des premières destinations mondiales des IDE.

Les entreprises françaises disposent **de 850 filiales au Brésil, employant près de 500 000 personnes** dans un nombre très diversifié de secteurs : distribution, automobile, aéronautique, matériaux de construction, hydrocarbures et énergies renouvelables, cosmétiques, hôtellerie, services bancaires, agroalimentaire etc.

**la France est le 7<sup>e</sup> fournisseur du Brésil** et son 19<sup>e</sup> client. La structure des exportations françaises est principalement composée de matériels de navigation aérienne ou spatiale (35%), de produits chimiques et pharmaceutiques (17%) et d'accessoires pour véhicules automobiles (6%) alors que les exportations brésiliennes vers la France sont majoritairement composées de produits primaires : le complexe soja (24%), le minerai de fer (12%) et le complexe bois et papier (12%).

# COMMENT S'IMPLANTER

## Entités juridiques

La constitution d'une filiale est le moyen le plus courant pour les investisseurs étrangers d'entrer sur le marché. L'enregistrement auprès du système de sécurité sociale et des autorités fiscales fédérales, nationales et municipales est obligatoire et tous les types de personnes morales peuvent être adoptés.

En particulier, les trois structures juridiques les plus utilisées au Brésil sont la Ltda. (Limitada), L'úEirelli (associé unique) et la Société Anonyme (Sociedade Anônima).

Ces structures juridiques donnent à l'investisseur étranger la possibilité de contrôler davantage ses produits par rapport aux accords commerciaux (voir ci-après) et de limiter la responsabilité des actionnaires pour les opérations brésiliennes (ce qui n'est pas le cas pour une succursale, considérée comme une entité dépendante de la société mère étrangère).

L'ouverture d'une succursale au Brésil vient d'être grandement facilitée et pourrait devenir une solution pour un plus grand nombre d'entreprises.

# COMMENT S'IMPLANTER

## Accords commerciaux

Les options d'accord commercial telles que la distribution ou la représentation commerciale présentent l'avantage de gagner du temps et de réduire les investissements initiaux par rapport à la création ou à l'acquisition d'une structure juridique.

Les accords de distribution dans lesquels le distributeur prend possession des produits doivent divulguer: une définition précise des produits, la zone délimitée et les conditions d'exclusivité, la durée des relations commerciales et les licences de publicité et de marques de commerce. Selon le Code civil brésilien, si aucun terme n'a été convenu et divulgué initialement, le contrat sera considéré comme ayant une durée indéterminée et ne pourra être résilié qu'avec un préavis de 90 jours.

Dans les contrats de représentation commerciale (sans transfert de propriété), les sociétés étrangères doivent protéger tout savoir-faire, brevet ou marque déposée auprès de l'Institut national de la propriété industrielle (INPI).

## L'investissement étranger direct

Aucune nationalité ou investissement en capital minimum n'est requis pour démarrer une entreprise au Brésil. Il existe toutefois des exceptions, telles que le respect de ratios de liquidité et de solvabilité pour les marchés publics ou la nomination d'un particulier étranger au poste de directeur, d'administrateur ou de dirigeant d'une entité brésilienne.

Les investissements étrangers sont autorisés dans la plupart des activités.

## NORMES COMPTABLES ET AUDIT

Depuis 2010, les normes de comptabilité et d'audit brésiliennes ont progressivement convergé vers les normes internationales d'information financière (IAS / IFRS).

Le Comité brésilien des normes comptables (CPC), en charge du plan de conversion, a traduit presque intégralement les normes internationales pour créer les nouvelles normes brésiliennes (normes comptables brésiliennes ou CPC). Plus spécifiquement, les sociétés cotées en bourse, les institutions financières et les sociétés d'assurance doivent établir leurs états financiers consolidés en pleine conformité avec les normes IFRS et leurs rapports statutaires conformément aux GAAP brésiliens.

Toutefois, la culture du contrôle financier est généralement très limitée dans les PME, qui sont généralement des entreprises familiales axées sur l'opérationnel. Les états financiers sont souvent préparés à des fins fiscales uniquement et doivent être considérés avec prudence dans un contexte d'analyse financière ou de transaction. Il n'est pas rare de trouver des informations de gestion qui diffèrent des chiffres officiels, et le risque de transactions non enregistrées existe.

En outre, les PME dont le chiffre d'affaires annuel est inférieur à 78 millions de Reais (18 millions Euros environ) peuvent opter pour un régime simplifié d'impôt sur les sociétés, à savoir le régime des bénéficiaires présumés. Sous ce régime, l'impôt sur le revenu est calculé sur la base du revenu brut. Dans cette mesure, la qualité et la mise à jour du résultat inférieur au revenu brut ne constituent pas un enjeu majeur pour la déclaration d'impôt sur le revenu ce qui n'encourage pas ces sociétés à parfaire la qualité de leurs comptes.

## NORMES COMPTABLES ET AUDIT

### Exigences d'audit

Il n'y a pas d'obligation d'audit externe pour les sociétés petites et moyennes entreprises (PME) dont l'actif total est inférieur à 240 millions de R\$ (60 millions Euros) ou générant un revenu annuel inférieur à 300 millions de R \$ (70 millions Euros).

Les états financiers annuels des «grandes entreprises» doivent être audités par un auditeur indépendant. La publication n'est obligatoire que pour les sociétés par actions (SA).

Les exigences en matière d'audit et de publication sont obligatoires pour toutes les sociétés cotées en bourse, les compagnies d'assurance, les fonds d'investissement et les institutions financières relevant de la juridiction de la Banque centrale. Des rapports financiers trimestriels sont requis pour les sociétés cotées en bourse, les institutions financières et les sociétés d'assurance, et des rapports d'audit semestriels sont obligatoires pour les institutions financières et les sociétés d'assurance.

## NORMES COMPTABLES ET AUDIT

### Obligations fiscales dites « accessoires ».

Au fil du temps le gouvernement brésilien a transféré aux entreprises la charge de contrôler l'ensemble des transactions pouvant être assujetties à l'impôt. Ainsi, les entreprises sont soumises à de multiples dépôts électroniques d'informations.

SPED: système public de comptabilité numérique, qui vise à remplacer les copies papier des factures et les dossiers fiscaux des fichiers électroniques. SPED peut être défini comme un instrument qui unit la réception, la validation, le stockage et la légalisation des enregistrements et des documents faisant partie de la comptabilité et de la comptabilité fiscale des entreprises, grâce à un seul flux informatisé de données.

Cette documentation est composée de plusieurs livres de comptabilité et d'impôt, tels que le grand livre général, le journal général, les soldes et balances de contrôle, les livres d'entrée et de sortie, le livre d'inventaire, les registres de calcul ICMS et IPI, DIPJ etc. grand livre, le journal général, les balances et les balances de contrôle visées ci-dessus doivent être transmis annuellement par les contribuables au système SPED au moyen de la comptabilité numérique (ECD/ECF/e-SOCIAL).

Les informations électroniques ainsi collectées font l'objet de recoupements qui donnent lieu à des redressements automatiques en cas de divergence.

Dans la pratique, il n'est pas possible au Brésil d'utiliser un système comptable qui ne soit pas parfaitement intégré au SPED. Compte tenu des constantes mises à jour, seuls les programmes locaux peuvent fournir ces informations. Les utilisateurs de SAP, Oracle ou autres sont obligés de tenir une double comptabilité en parallèle sur un système conforme au SPED.

# ENVIRONNEMENT FISCAL

Le système fiscal Brésilien est organisé en trois sphères: FEDERAL/ETATS/MUNICIPALITÉS.

## IMPÔTS FEDÉRAUX:

L'impôt sur le revenu des sociétés (IRPJ + CSLL) est calculé au taux fixe de 34% du revenu imposable annuel, en utilisant soit la méthode des «bénéfices réels», soit la méthode des «bénéfices présumés» .

### Contribution sociale à la facturation (COFINS)

COFINS, une contribution mensuelle de l'assistance sociale fédérale calculée en pourcentage du chiffre d'affaires, est prélevée au taux de 7,6%. Selon la méthode non cumulative, un système de crédits COFINS vise à garantir que la taxe ne soit appliquée qu'une seule fois sur la valeur finale de chaque transaction. Cependant, certains contribuables (tels que les institutions financières, les entreprises de télécommunication, les coopératives et les entreprises qui choisissent de calculer IRPJ et CSLL selon la méthode des "profits présumés") sont soumis à la méthode cumulative du système COFINS, qui applique un taux de 3% sans système de crédit.

### Contribution au programme d'intégration sociale (PIS)

Le PIS, qui est aussi une contribution sociale fédérale calculée en tant que pourcentage du chiffre d'affaires, est perçu au taux de 1,65%. Selon la méthode non cumulative, un système de crédits PIS est destiné à garantir que la taxe ne soit appliquée qu'une seule fois sur la valeur finale de chaque transaction. Les entreprises qui choisissent de calculer l'IRPJ et la CSLL en utilisant la méthode des "profits présumés") sont toujours soumis à la méthode cumulative du système PIS, qui applique un taux de 0,65%. sans système de crédit.

# ENVIRONNEMENT FISCAL

## Taxe d'importation

Le droit d'importation (II) est une taxe fédérale prélevée sur les importations permanentes de marchandises au Brésil. Il est également appelé taxe à l'importation ou droit de douane. Les taux varient en fonction du code tarifaire du produit sur la base du système harmonisé Mercosur (NCM / SH), allant généralement de 10% à 20% (il existe quelques exceptions, mais le taux consolidé maximum est de 35%). En règle générale, la base d'imposition comprend le coût, l'assurance et la valeur CIF du produit (coûts, assurance et fret international), calculés conformément à l'Accord sur l'évaluation en douane de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Les droits d'importation ne sont pas recouvrables par l'importateur (c'est-à-dire qu'ils sont considérés comme un coût).

## Dividendes

Les dividendes sont exonérés d'impôts qu'ils soient payés au Brésil ou à la maison mère étrangère.

## ENVIRONNEMENT FISCAL

Impôts sur les produits industrialisés:

Cette taxe d'accise fédérale est payée par les fabricants au nom de leurs clients au moment de la vente, soit à un autre fabricant qui poursuivra le processus de fabrication, soit au détaillant qui vend à l'utilisateur final.

Les taux sont définis par le code tarifaire du produit (normalement environ 5% à 15%, mais dans certains cas à plus de 300%) et sont en accord avec le caractère essentiel de chaque produit, ce qui signifie généralement que les produits essentiels seront taxés à des taux plus bas .

## IMPÔTS DU RESSORT DES ÉTATS

L'ICMS est une taxe d'État sur la circulation des marchandises, l'énergie électrique, la prestation de services de transport inter-États et intermunicipaux, ainsi que sur les communications, même lorsque la transaction et la prestation de services commencent dans un autre pays. Il ne s'agit pas d'une taxe cumulative, c'est-à-dire que la taxe n'est évaluée que sur l'augmentation du prix du produit à chaque étape du processus de circulation.

Le processus de calcul implique un système dans lequel le contribuable doit vérifier le montant des débits et des crédits liés à la TVA de l'État. Si le contribuable maintient plus de débits que de crédits, il devra payer l'impôt sur la différence entre eux.

Enfin, la TVA est collectée dans l'État de São Paulo à un taux de 18%. Certains produits peuvent attirer un taux plus élevé (généralement 25%) ou moins élevé (dans la plupart des cas, 12%).

## IMPÔTS MUNICIPAUX:

Taxe de service municipal (ISS)

L'ISS est une taxe municipale prélevée sur la prestation de services et les taux peuvent varier entre 2% et 5%, en fonction du type de service (les tarifs doivent être définis sur une base municipale).

# QUELQUES SPECIFICITÉS DONT IL FAUT TENIR COMPTE

## Tenir compte des diversités régionales

Le Brésil est plus grand que l'Europe. Les états du Sud (jusqu'à l'état de Rio de Janeiro environ) concentrent la majeure partie des classes moyennes ainsi que l'essentiel de l'industrie. Ceux du Nord sont moins développés mais en croissance accélérée. Une analyse du marché par état s'avère indispensable. Des avantages fiscaux existent dans certaines régions mais il faut être prudent sur leur caractère pérenne et aussi mettre en face des avantages les surcoûts que génère une implantation dans certaines régions.

## Réaliser une étude de marché approfondie

Il est essentiel de s'entourer dès le départ de conseils (avocats, fiscalistes, experts-comptables) **lors de l'étude de marché, de l'élaboration du business plan et du mode de financement**. Par ailleurs le système fiscal est complexe et est souvent déterminant dans le mode d'implantation.

## Être prêt à investir sur le moyen/long terme

Le processus d'entrée sur le marché peut être long et coûteux. Il faut ainsi compter un minimum de 6 mois d'investissement. Le Brésil a un vrai potentiel, mais il ne faut pas l'envisager dans une perspective court terme et s'assurer de sa capacité de résilience. Pour bien s'adapter, être prêt à effectuer plusieurs visites au Brésil, à faire évoluer son offre pour pouvoir y conclure des ventes.

## QUELQUES SPECIFICITÉS DONT IL FAUT TENIR COMPTE

### Ne pas sous-estimer la maturité et la qualité de l'offre locale

Le Brésil est un pays mature, où globalement l'approche technique et commerciale est professionnelle et le niveau de négociation élevé. La présence et l'influence des partenaires historiques (USA, Chine, Japon...) n'est pas à négliger.

### S'entourer de partenaires locaux

Pour être mieux accepté mais surtout pour être pertinent lors de l'implantation, ne pas hésiter à s'appuyer sur des partenaires locaux, qui connaissent bien le marché brésilien et ses spécificités. Ils connaissent le fonctionnement de l'administration brésilienne et vous permettront d'être bien introduits dans le monde des affaires locales. Beaucoup d'informations, de solutions sont obtenues grâce à des réseaux de connaissances. **Ce serait une erreur de croire que le Brésil derrière sa façade de BRIC occidental, chrétien et démocratique, n'a pas une vraie complexité.** Les partenaires locaux permettront d'appréhender les interlocuteurs de manière objective. En effet, ceux-ci sont souvent (pour ne pas dire toujours) évasifs. Ils ne connaissent pas la notion de « straight to the point ». Les réponses pré-faites du modèle anglo-saxon n'existent pas. Il est un concept incontournable quand on fait du Business au Brésil dont il est important d'être conscient: « o jeito Brasileiro ». Il s'agit de la manière d'être et de penser, qui fait que malgré les difficultés il y a toujours une solution. Cela signifie également d'être prêt à être patient, compréhensif, inventif, ouvert et novateur... avec une importante attention d'écoute.

# MERCI!



## Jean-Marc Vin – Associé

+ 55 21 992 11 33 12

[jean-marc.vin@expertisa.com.br](mailto:jean-marc.vin@expertisa.com.br)

Diplômé d'expertise comptable en France (1992) et Brésil (2002)

Membre de l'Institut Brésilien d'Audit et du Conseil Régional de Comptabilité

Auditeur enregistré auprès de la Commission des Valeurs Mobilières (équivalent de l'AMF)

Auditeur titulaire du CNAI (Cadastre National des Auditeurs)

Langues: Portugais, Français, Anglais, Espagnol

- 30 ans d'expérience au Brésil, dont 27 ans au sein d'un cabinet international d'origine française, coordonnant la région Amérique du Sud. Audit de filiales de groupes internationaux, tels que Areva, Schneider Electric, Sonepar, Pernod Ricard, EDF, Publicis, GL Events, CGG Veritas, Pierre Fabre, Essilor.
- Spécialisé dans l'accompagnement de sociétés étrangères investissant au Brésil (comptabilité, fiscalité, personnel et autres problématiques réglementaires locales).
- Large expérience en Fusions et Acquisitions : (Embraer, Seagram, Publicis, Allied Domecq, Schneider). Sur une période plus récente a participé directement à l'audit d'acquisition d'une quinzaine de sociétés pour Essilor et pour le groupe Eleva Educação.

**Autres Activités:** Société Française de Bienfaisance (Administrateur), Théâtre Molière (Vice-Président), Lycée Molière SFBE (Membre du Comité Exécutif), Royaume de Belgique (Conseiller en Diplomatie Economique).

## Rio de Janeiro

Avenida Presidente Wilson 165, 7º

Rio de Janeiro – Brasil

+5521 2517 0837

[www.expertisa.com.br](http://www.expertisa.com.br)

[contato@expertisa.com.br](mailto:contato@expertisa.com.br)

